

Otan/Sommet de Bucarest

Des succès brillants, d'autres en demi-teinte

Le sommet de Bucarest s'est achevé avec, à la clef un succès sur la plupart des dossiers hormis ceux de l'élargissement et du bouclier anti-missile. Sur ces deux dernières questions le sommet semble s'être acheminé vers des solutions en demi-teinte. Au niveau de l'élargissement, l'Ukraine et la Géorgie devront attendre à la porte de l'Alliance encore quelques temps, au moment où la Croatie et l'Albanie sont officiellement invitées par les 26 Etats membres de l'OTAN à les rejoindre. De son côté, la Macédoine bute sur un problème de sémantique que lui oppose la Grèce sur un relent d'histoire et de culture. Il lui faudra probablement changer de nom avant d'avoir le sésame de l'organisation politico-militaire du Nord-Atlantique.

En faisant patienter l'Ukraine et la Géorgie, l'OTAN évite ainsi d'ouvrir un front avec la Russie, ce pays en transition, dans l'espoir que le successeur de Poutine soit plus enclin à accepter d'avoir l'OTAN à ses frontières et de dissiper le fond de craintes et d'inquiétudes qui résiste encore à la fin de la guerre froide. Poutine a clamé haut et fort : "l'apparition d'un puissant bloc militaire à nos frontières sera considérée comme une menace directe pour notre sécurité".

Pour sa première participation au conseil OTAN-Russie depuis 2002, Vladimir Poutine aura su faire alterner fermeté et souplesse.

Fermeté quant il oppose un nœud à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie. Souplesse quand il propose d'intégrer la Russie dans le système du bouclier anti-missile pour avoir davantage d'informations et de contrôle sur cet arsenal de défense. Dimitri Medvedev sera-t-il plus conciliant ? Waite and see... Plus important pour nous, l'évolution du dialogue euro-méditerranéen qui progresse à pas lents vers un partenariat. Sur ce plan, l'OTAN a noté à Bucarest sa satisfaction pour "les progrès importants accomplis dans le cadre du Dialogue méditerranéen depuis



les sommets d'Istanbul et de Riga", soulignant que les consultations avec les pays membres de ce dialogue, ont gagné en fréquence et en substance. L'Alliance a réaffirmé sa volonté à poursuivre le renforcement des relations avec ces pays, notamment dans le domaine de la formation et de l'entraînement militaires. L'adoption de "programmes de coopération individuelle" déjà engagé avec l'Égypte et Israël, offre désormais la possibilité aux pays du Sud de la Méditerranée d'un meilleur formatage de la coopération qui tienne mieux en compte leurs besoins et leurs spécificités. Dans ce cadre, la Mauritanie bénéficie d'un fonds spécial de l'OTAN destiné à la neutralisation des munitions périmées et qui présentent des dangers réels. L'occasion pour les forces militaires mauritaniennes de disposer d'aires de stockage appropriées pour les munitions et de désamorcer les risques d'anciennes munitions hors d'usage. Cette même opération offrira à notre armée une expertise dans la gestion des munitions. Rien n'empêche par ailleurs, une fois ce programme mené à bien, de s'orienter vers d'autres programmes de coopération individuelle qui pourront porter notamment sur le déminage, l'appui à l'école d'Etat-Major de Nou akhott, à la modernisation de l'armée et au développement de l'inter opérabilité avec les forces de l'OTAN.

La récente prise d'otages français

par des pirates au large des côtes somaliennes repose avec acuité le problème de la sécurité maritime en Atlantique et en Méditerranée.

Une sécurité que les pays du Sud de la Méditerranée ne pourront assurer et renforcer sans une étroite coopération avec les pays de l'OTAN.

Les questions de l'élargissement de l'OTAN, du bouclier anti-missile, de l'Afghanistan ont certainement fait l'effet de halo sur ce sommet, reléguant au second plan le dialogue euro-méditerranéen et les autres partenariats qu'entretient l'Alliance. L'OTAN aura, peut-être, l'occasion de se rattraper lors de la prochaine rencontre des ministres des affaires étrangères et sommet qui coïncidera avec le 60ème anniversaire de l'Alliance et qui sera organisé à Strasbourg en France et à Kehl en Allemagne.

D'ici là George Bush et Vladimir Poutine auront quitté la présidence de leurs pays respectifs. Leurs successeurs auront-ils la poigne suffisante et la clairvoyance nécessaire pour maintenir de bons rapports OTAN-Russie, préserver la sécurité dans le monde, régler les conflits, éteindre les foyers de tension, résoudre les problèmes en suspens et apaiser les relations internationales. Les relations de plus en plus apaisées entre eux et la poursuite de leur dialogue pourront certainement y contribuer.

MS. O. Chighaly

Afghanistan:

La coalition accusée de la mort d'une trentaine de civils

Les autorités de l'est de l'Afghanistan ont accusé lundi la coalition internationale sous commandement américain et des commandos de l'armée afghane d'avoir tué une trentaine de civils dans une opération contre les insurgés islamistes lancée dimanche.

La coalition et le ministère de la Défense avaient uniquement annoncé dimanche avoir tué "de nombreux insurgés" lors d'une opération contre les fondamentalistes, alliés aux talibans, du Hezb-i-Islami de l'ancien Premier ministre Gulbuddin Hekmatyar, dans les villages de Shok et Kendal, deux de leurs places-fortes dans la province du Nouristan (est).

"Il n'y a pas pour l'heure d'information sur des pertes civiles", a indiqué dimanche et lundi la coalition, ajoutant que de nombreux insurgés avaient été arrêtés et d'importantes quantités d'armes et de munitions saisies.

Mais le gouverneur-adjoint de la province, Mohammad Aleem, a affirmé lundi à l'AFP que "selon ses informations, 33 personnes, toutes des civils, ont été tuées et plus de 50 autres blessées" dans le village de

Shok du district de Do'aab.

Le chef de district, Qari Daoud, a fait état d'"au moins 28 civils tués et plusieurs autres blessés". "Huit civils, dont un adolescent de 12 ans, ont été capturés", a-t-il ajouté affirmant qu'ils "n'étaient pas de l'opposition".

Les deux hommes ont fait état de la destruction de plusieurs maisons et de la mosquée de Shok.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole du ministère de la Défense, le général Mohammed Zahir Azimi, a déclaré que son ministère "n'avait aucune information confirmée de victimes civiles". "Nous avons lancé une enquête", a-t-il ajouté.

Les forces étrangères en Afghanistan, environ 50.000 de l'Otan et 20.000 de la coalition internationale, sont régulièrement accusées de provoquer la mort de civils dans leurs combats contre les insurgés. Certaines de ces accusations se sont cependant avérées fausses.

Le gouverneur de la province, Tamni Nuristani, a déclaré à l'AFP, citant "des informations", qu'au moment de l'opération Hekmatyar devait rencontrer son adjoint,



Kashmir Khan, dans cette région, sans toutefois pouvoir les confirmer.

Un haut dirigeant militaire, qui a requis l'anonymat, a écarté cette hypothèse. "Nous savions qu'il y avait de hauts responsables impliqués dans des attaques suicide et autres activités terroristes" et l'opération a été arrêtée après que les villages "eurent été débarrassés de l'ennemi".

Le ministère de la Défense a annoncé avoir perdu un soldat dans l'opération en réaffirmant que de "nombreux terroristes" avaient péri. Le président afghan Hamid Karzai presse régulièrement les forces internationales qui le soutiennent d'être plus prudentes à l'égard des civils.

Palestine:

Reprise des pourparlers israélo-palestiniens

Mahmoud Abbas et Ehoud Olmert se sont rencontrés lundi en tête-à-tête pour la première fois depuis près de deux mois pour relancer le processus de paix israélo-palestinien. Ils ont réaffirmé leur engagement à parvenir à un accord définitif d'ici à la fin de l'année.

Les deux hommes se sont rencontrés pendant environ trois heures à Jérusalem, pour des entretiens essentiellement consacrés à la question des colonies israéliennes. Malgré leurs profondes divergences, ils se sont engagés à se revoir plus fréquemment.

"Les activités d'implantation occupent une large part des négociations", a déclaré le négociateur palestinien Saeb Erekat, qui a assisté aux divers entretiens bilatéraux de la journée. "Le président (de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, NDLR) a montré des documents et des cartes, et souligné la nécessité de stopper l'expansion des implantations".

Le Premier ministre israélien et le président de l'Autorité palestinienne se voyaient pour tenter de ranimer le processus de paix à nouveau interrompu suite aux récentes violences dans la Bande de Gaza. Ils s'étaient engagés lors de la conférence d'Annapolis aux Etats-Unis fin 2007 à parvenir à un accord de paix définitif d'ici la fin de l'année. Mais la situation n'a pas vraiment évolué sur le terrain: Israël qui continue de construire des colonies juives, a fait peu pour améliorer les



conditions de vie des Palestiniens en Cisjordanie, et le Hamas conserve le contrôle de la Bande de Gaza.

Le porte-parole du gouvernement israélien, Mark Regev, a affirmé que des réunions des équipes de négociations des deux camps avaient eu lieu lundi, en plus du tête-à-tête Olmert-Abbas. "Les deux dirigeants ont réaffirmé leur engagement envers le processus d'Annapolis pour parvenir à un accord historique d'ici à la fin de l'année", a-t-il indiqué. "Les deux camps ont fait part de leurs préoccupations, mais sont convenus de poursuivre les négociations".

Saeb Erekat a par ailleurs affirmé que Ehoud Olmert avait donné son accord provisoire à la demande de Mahmoud Abbas d'accorder le droit de résidence en Cisjordanie à 10.000 Palestiniens dont les visas ont expiré. Au total, 54.000 Palestiniens pourraient obtenir ce droit à la résidence, et 12.000 en bénéficient déjà, a-t-il indiqué.

Irak:

Le mouvement de Moqtada Sadr se dit "ouvert au dialogue"

Le mouvement du leader radical chiite Moqtada Sadr est "ouvert au dialogue" pour résoudre la crise actuelle avec le gouvernement irakien, a affirmé lundi un porte-parole du mouvement Sadr à Najaf (sud).

"Notre porte est ouverte, avant la crise comme après la crise, pour résoudre ces problèmes par des voies pacifiques et par le dialogue", a déclaré à l'AFP Salah Obeidi.

Auparavant, ce même porte-parole avait affirmé que Moqtada Sadr démantèlerait la milice de l'armée du Mahdi si le clergé chiite l'ordonnait.

"L'armée du Mahdi reçoit ses ordres de Moqtada Sadr, et des plus hautes autorités chiites qu'il (Sadr) consulte", avait-il relevé.

Le gouvernement du Premier ministre Nouri Al-Maliki est engagé depuis fin mars dans un bras de fer avec Moqtada Sadr et l'armée du Mahdi.

De violents combats ont opposé du 25 au 30 mars dans les principales agglomérations chiites du pays les miliciens de Moqtada Sadr aux forces régulières irakiennes appuyées par l'armée américaine.

Ces affrontements, qui ont fait 700 morts selon l'ONU, ont été particulièrement violents dans le grand port pétrolier de Bassorah (sud), ainsi qu'à Bagdad, dans l'immense banlieue chiite de Sadr City.

Ils avaient cessé après un appel de Moqtada Sadr à ses hommes de se retirer des rues. Des accrochages sporadiques se sont néanmoins poursuivis et les combats ont repris dimanche à Sadr City.

M. Maliki a menacé le mouvement sadriste de ne plus pouvoir participer au processus politique et prendre part aux élections à venir

s'il ne démantelait pas l'armée du Mahdi.

Sur un autre plan, l'Iran a reçu une demande des Etats-Unis pour l'organisation d'une nouvelle réunion sur la sécurité en Irak et examine cette requête, a annoncé le ministère iranien des Affaires étrangères.

Des représentants de Téhéran et Washington se sont rencontrés à trois reprises l'an dernier à Bagdad mais le projet d'une quatrième réunion a été plusieurs fois reporté. "Nous avons reçu une nouvelle demande des autorités américaines pour la tenue de négociations sur la situation irakienne et nous examinons cette requête", a déclaré Mohammad Ali Hosseini, porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères.

"Nous comprenons que le gouvernement iranien essaie de programmer un nouveau cycle de négociations et nous sommes prêts à y participer", a réagi Mirembé Nantongo, porte-parole de l'ambassade de Etats-Unis à Bagdad.

Evoquant l'offensive menée fin mars à Bassorah et à Bagdad contre l'Armée du Mahdi, milice fidèle à l'imam chiite Moqtada Sadr, sur ordre du Premier ministre irakien Nouri al Maliki, Hosseini a jugé qu'il était de l'intérêt de l'Irak et de ses voisins d'"affronter les groupes armés illégaux".

Le porte-parole iranien a fait la distinction entre "ceux qui ont commis des crimes" et "les mouvements actifs dans le processus politique irakien".

Maliki a exigé lundi la dissolution de l'Armée du Mahdi, faute de quoi le mouvement sadriste sera écarté de la vie politique.